LES INDÉPENDANTS
RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES

Groupe politique au Sénat

Bilan 2017-2023

14 Sénateurs au service de leur territoire

LES INDÉPENDANTS
RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES
GROUPE POLITIQUE - SÉNAT

Retrouvez toute l'actualité
du Groupe sur le site internet

SOMMAIRE

L'éditorial du Président Claude Malhuret 1

La charte du Groupe 2

Les Sénateurs du Groupe 3

L'action parlementaire du Groupe 6

10 thématiques au cœur de l'engagement des Sénateurs 6

1. Collectivités territoriales et cohésion des territoires 6
2. Finances publiques 8
3. Affaires sociales : santé et travail 11
4. Régalien 14
5. Agriculture 16
6. Affaires économiques 18
7. Aménagement du territoire et développement durable 20
8. Union européenne 23
9. Culture, éducation, communication, sport 25
10. Numérique et innovation 28

Les textes et débats mis à l'ordre du jour du Sénat par le Groupe 29

Les droits de tirage de notre Groupe : une commission d'enquête et quatre missions d'information 37

Les rapports présentés par les Sénateurs du Groupe 38

Les rencontres du Groupe 44

Bilan édité le 27 juillet 2023

L'ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT

Claude Malhuret
Sénateur de l'Allier
Président du *Les Indépendants - République et Territoires* au Sénat
Ancien Ministre

Créé en septembre 2017, le Groupe *Les Indépendants* travaille depuis 6 ans au Sénat à partir de deux postulats : **renforcer la cohésion nationale** et **défendre les libertés individuelles**.

Il soutient une **décentralisation construite avec les collectivités territoriales et les acteurs locaux** afin de répondre aux attentes de chacun tout en respectant leur diversité. Trois notions, intrinsèquement liées s'avèrent essentielles dans cette élaboration : les compétences, les responsabilités et les financements.

Nos Sénateurs sont attachés à la **réduction des dépenses publiques**. Ils s'opposent à toute hausse d'impôts qui viendrait grever le pouvoir d'achat des Français pour financer les déficits. Le Groupe considère que l'État doit concentrer ses efforts sur ses missions régaliennes, en particulier la justice et la sécurité de nos concitoyens.

La sécurité passe également par une **souveraineté en matière numérique**. Le Groupe prône l'émergence rapide d'outils numériques européens ainsi qu'une taxation juste et efficace des géants du secteur. *Les Indépendants* soutiennent une législation ambitieuse répondant aux objectifs de la règlementation européenne, en particulier concernant la protection des données. Notre Groupe milite en faveur de la responsabilité des plateformes quant aux contenus diffusés sur les réseaux afin qu'elles cessent de s'affranchir des lois.

La santé est l'une de nos priorités. La qualité et l'accès aux soins sur tout le territoire, particulièrement dans les "déserts médicaux", est un combat permanent mené par nos Sénateurs.

Le Groupe inscrit son action dans la **transition écologique et économique** des territoires. Il soutient une agriculture respectueuse de l'environnement, permettant aux agriculteurs un niveau de vie décent et une indépendance alimentaire pour notre pays. Cette transition doit être portée par un mix énergétique décarboné et équilibré, associant nucléaire et énergies renouvelables.

La jeunesse doit être formée pour faire face à son futur. L'accès à un système éducatif de qualité sur l'ensemble de notre territoire et une formation adaptée apportant des réponses adéquates au marché du travail sont ainsi primordiaux. La protection contre le harcèlement scolaire reste une préoccupation majeure du Groupe.

La démocratisation de la culture participe, entre autres, à l'atteinte de cet objectif. **La culture dans son ensemble constitue l'un des ciments de notre cohésion nationale, qui doit être préservé et transmis.**
L'Union européenne est une priorité, traitée de manière transversale sur l'ensemble des sujets. Les Sénateurs défendent **la vision d'une France à l'initiative dans une Union européenne renforcée, compétitive, protectrice et solidaire.**

Je suis fier de la place qu'a prise notre Groupe au sein du Sénat et je remercie chaleureusement tous mes collègues Sénateurs pour leur travail, leur engagement et leur amitié. Notre pays doit continuer sa transformation pour faire face aux nombreux défis actuels. Le Groupe *Les Indépendants* poursuivra son action selon les principes qui l'ont guidé jusqu'à ce jour.

Claude Malhuret
À Paris, le 27 juillet 2023

LA CHARTE DU GROUPE

5 octobre 2020

La France est confrontée à quatre crises : une crise sanitaire, une crise économique et sociale, conséquence de la première, une crise de la représentation parce que dans ce contexte, beaucoup de Français ont des doutes, parfois de la défiance, vis-à-vis de leurs représentants et enfin une crise de la communication avec les réseaux sociaux qui créent ou augmentent les clivages de notre société.

Face à la montée des populismes qui se nourrissent de ces crises, nous avons besoin des institutions solides de la Vème République et particulièrement du Sénat qui incarne la stabilité.

Les Sénateurs du Groupe *Les Indépendants - République et Territoires* s'inscrivent dans la majorité sénatoriale, se reconnaissent dans une Droite et un Centre libéral, social, européen, réformiste et travaillent de façon libre et constructive, refusant toute opposition systématique comme tout suivisme. L'indépendance est la caractéristique de ce Groupe ainsi que le souhait de voir la France réussir.

Le Groupe *Les Indépendants - République et Territoires* veut être une force de proposition pour redresser notre économie, supprimer les freins à l'emploi et au développement de nos entreprises, préserver notre modèle social et le moderniser, agir pour la sécurité de nos concitoyens, soutenir l'agriculture et la ruralité, œuvrer en faveur des libertés individuelles et publiques.

Il souhaite développer le dialogue social, faire de la lutte contre le chômage sa première priorité, sauvegarder réellement notre système de protection sociale, garantir à tous le droit à la santé et l'égalité d'accès aux soins, réformer et rénover les services publics, assurer la justice fiscale, développer les politiques culturelles et la création, garantir l'égalité des carrières et des rémunérations entre femmes et hommes, assurer un vieillissement décent par un développement financé des politiques d'accompagnement de la dépendance partout sur le territoire, consacrer tous les moyens nécessaires au système éducatif pour donner de vraies chances de réussite à tous les jeunes.

Il est attaché à la diversité des territoires, à leur identité, à leur développement économique, social et culturel dans le respect des principes constitutionnels. Il est également attaché à la solidarité entre les villes, les départements, les régions, les quartiers, la ruralité, entre la métropole, les outre-mer et les français de l'étranger. Il promeut l'accès aux nouvelles technologies pour tous et dans tous les territoires.

Composé d'Européens convaincus, le Groupe estime que l'Europe est et doit rester une chance pour la France et que l'Union européenne doit se réformer pour mieux protéger les peuples et nous permettre de faire face plus efficacement aux défis de la mondialisation.

Conscient que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux du pays, le Groupe œuvre pour sa protection et la sauvegarde de la diversité biologique. Il soutient la transition énergétique et défendra l'émergence des énergies renouvelables et toutes les mesures concourant à l'efficacité énergétique.

Conformément à l'article 27 de la Constitution, les membres du Groupe conservent leur liberté de vote en toutes circonstances.

LES SÉNATEURS DU GROUPE

Claude Malhuret

Sénateur de l'Allier
Président du Groupe
Ancien Ministre

- Membre de la Commission des Affaires économiques

Emmanuel Capus

Sénateur de Maine-et-Loire

- Vice-Président de la Commission des Finances
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Entreprises
- Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat

Daniel Chasseing

Sénateur de la Corrèze

- Vice-Président de la Commission des Affaires sociales
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Entreprises
- Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la Sécurité sociale

Jean-Pierre Decool

Sénateur du Nord

- Vice-Président de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication

Jean-Pierre Grand

Sénateur de l'Hérault

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Joël Guerriau

Sénateur de Loire-Atlantique

- Secrétaire du Sénat
- Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Jean-Louis Lagourgue

Sénateur de la Réunion

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Outre-Mer

Alain Marc

Sénateur de l'Aveyron

- Vice-Président de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale

Pierre Médevielle

Sénateur de la Haute-Garonne

- Vice-Président de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Droits des femmes et à l'Égalité entre les hommes et les femmes
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Colette Mélot

Sénatrice de Seine-et-Marne

- Membre de la Commission des Affaires sociales
- Vice-Présidente de la Commission des Affaires européennes

Franck Menonville

Sénateur de la Meuse

- Vice-Président de la Commission des Affaires économiques
- Membre de la Commission des Affaires européennes
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Vanina Paoli-Gagin

Sénateur de l'Aube

- Membre de la Commission des Finances
- Vice-Présidente de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Pierre-Jean Verzelen

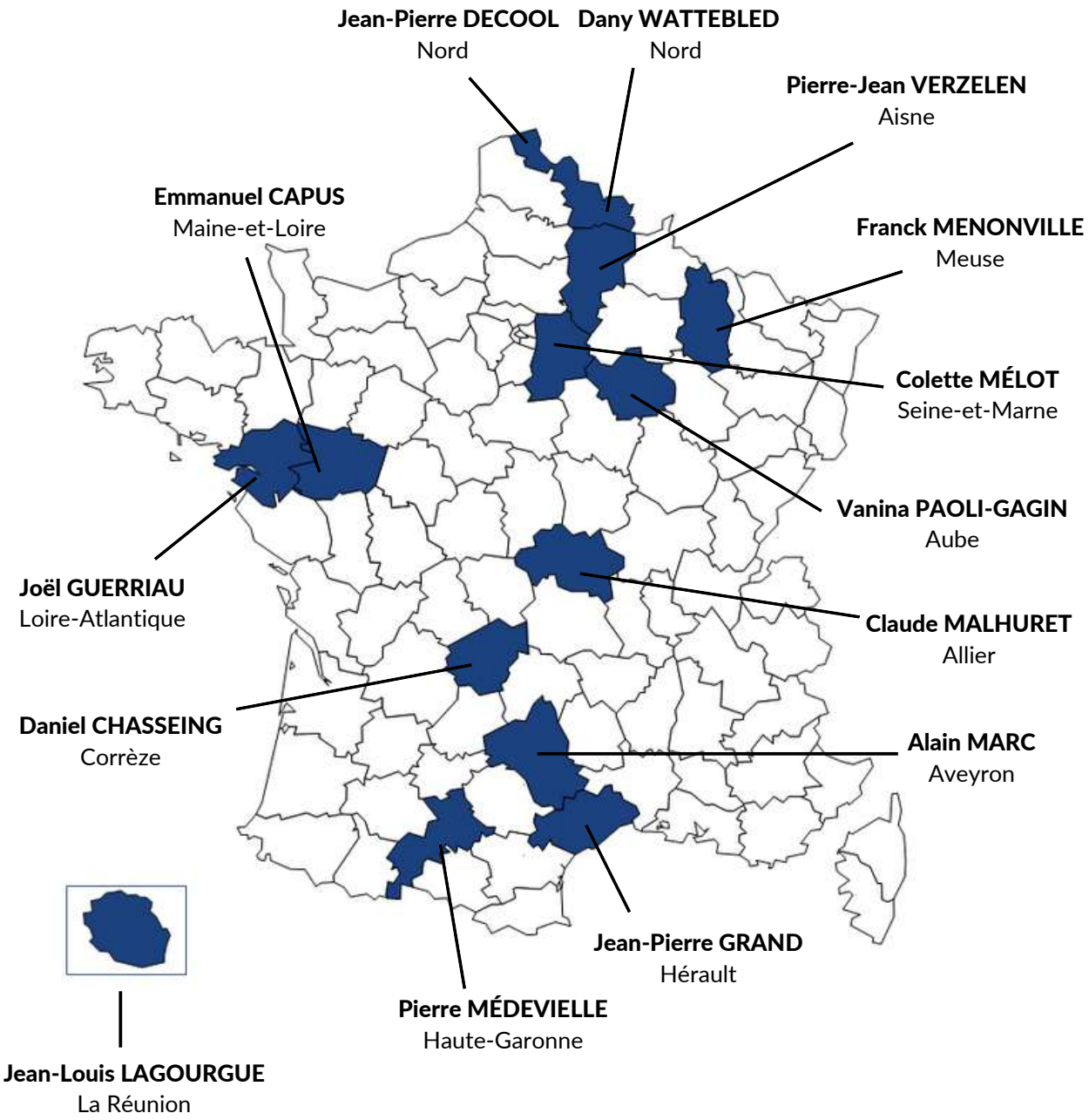
Sénateur de l'Aisne

- Membre de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable
- Vice-Président de Délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Dany Wattebled

Sénateur du Nord

- Membre de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale



Le Groupe tire sa force de sa diversité et de sa cohérence. Les Sénateurs représentent des territoires métropolitains et ultramarins, urbains et ruraux. Issus de différents horizons politiques, ils sont réunis par la conviction qu'une ligne politique libérale, sociale et européenne peut et doit être défendue au Sénat afin d'accompagner les grandes réformes du Gouvernement lorsqu'elles sont justes et efficaces.

Les Sénateurs du Groupe ne sont pas seulement des femmes et des hommes politiques. Ce sont des élus de terrain, forts d'une expérience professionnelle et pratique. Ce sont des agriculteurs, avocats, chefs d'entreprise, enseignants et médecins. Leurs domaines de compétences et leurs intérêts nourrissent l'action du Groupe et contribuent à la rédaction et au dépôt de propositions d'amendements et de lois.

Surtout, les membres du Groupe forment une équipe soudée. Chacun y est libre de son vote en toute indépendance. C'est la marque de fabrique du Groupe. C'est aussi le fondement de notre action parlementaire à la fois humaniste et réformiste.

ACTION PARLEMENTAIRE DU GROUPE

10 thématiques au cœur de l'engagement des Sénateurs

🗳 1. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET COHÉSION DES TERRITOIRES

Le développement des territoires, quelles que soient leurs spécificités, ainsi que la recherche de solutions efficaces et réalistes pour les collectivités territoriales, représentent le cœur de l'engagement du Groupe depuis sa création. La richesse de nos territoires fait de leur cohésion un véritable enjeu pour la France et pour les citoyens.

La crise sanitaire de la Covid-19 a mis entre autres en lumière le caractère crucial du renouvellement de l'organisation territoriale de notre pays et de la décentralisation à la française. Les Sénateurs du Groupe s'opposent à une trop grande segmentation des compétences des collectivités et appellent de leurs vœux un accroissement de la collaboration entre les différents échelons. Dans cet esprit, le Groupe a voté en mars 2023 en faveur de la *proposition de loi visant à permettre une gestion différenciée de la compétence "Eau et Assainissement"*, afin de permettre aux différents échelons d'exercer leurs compétences de manière plus souple, en tenant compte de la diversité des territoires.

Il est nécessaire de simplifier l'architecture des pouvoirs locaux

Notre pays a besoin d'un nouveau souffle et d'une vision de la décentralisation plus cohérente et plus souple. La décentralisation doit être un vecteur de revitalisation et de collaboration des territoires. Elle doit également participer à l'enrichissement de la démocratie locale.

La décentralisation représente toujours un objectif à atteindre pour le Groupe qui a eu l'occasion de développer sa vision et de faire des propositions concrètes émanant du terrain. Ainsi, tout en rappelant l'importance de l'unité de la République française et du respect de la diversité de nos territoires, **les Sénateurs du Groupe ont souligné la nécessité de traduire la décentralisation par une subsidiarité ascendante**. Ils ont identifié le bloc communal comme étant l'échelon de base d'une décentralisation réussie et efficace pour chacun. Pour le Groupe, **le travail doit s'articuler autour d'un triptyque simple : compétence, responsabilité et financement**. Une décentralisation ambitieuse doit s'accompagner de transferts de compétences, de la liberté d'action qu'entraîne la responsabilité, et enfin du transfert de ressources adaptées pour une indispensable autonomie financière.

Une politique en faveur d'une décentralisation émanant des territoires eux-mêmes très au fait de leurs spécificités, de leurs problématiques et de leurs besoins

Les Sénateurs ont également plaidé pour un partage de bonnes pratiques. La péréquation fut un point central des propositions du Groupe, tout comme l'importance de chaque échelon des collectivités territoriales dans le processus de décentralisation. **Les maîtres-mots étant stabilité, souplesse et dialogue constructif entre l'État et les collectivités territoriales.**

Renforcement des synergies entre conseils municipaux et communautaires : adoption au Sénat d'une proposition de loi du Groupe

Les propositions de notre Groupe ont été reprises et incorporées par le Gouvernement dans le *projet de loi Engagement et Proximité* qui a été définitivement adopté en décembre 2019. Lors des débats concernant cette loi, **le Groupe a clairement exprimé son soutien à l'engagement des maires et a soutenu leur place centrale dans l'action publique locale**. Rappelant le sentiment mitigé, voire négatif, ressenti par les élus locaux, au premier rang desquels les maires, lors du transfert de certaines de leurs compétences à d'autres échelons, le Groupe a souligné l'importance de leur laisser la plus grande liberté en rappelant la confiance que placent en eux les citoyens.

Le Groupe s'est approprié également le sujet de la propagande électorale en déposant une proposition de loi adoptée au Sénat en février 2020. Cette proposition de loi, bien accueillie, vise à **simplifier l'action des maires concernant l'affichage lors des élections**. Cette initiative répond aux difficultés rencontrées par les élus lors des dernières élections, notamment européennes, où le nombre de candidatures était important et posait des problèmes pratiques et de coûts, tout particulièrement pour les petites communes.

Le *projet de loi 3DS* : différenciation, décentralisation, déconcentration pour simplifier l'action publique locale

Alors que les élus locaux redoutaient un nouveau bouleversement, cette loi a été l'occasion d'adapter diverses dispositions existantes. Le Groupe a ainsi porté le rétablissement de l'expérimentation de la recentralisation du Revenu de Solidarité Active (RSA) pour les départements qui le souhaiteraient.

Au cours de l'examen de ce texte comme de bien d'autres, **les Sénateurs du Groupe se sont efforcés de défendre leurs convictions : les élus locaux ont avant tout besoin de simplicité, de souplesse et de stabilité.**

Un soutien permanent à nos collectivités territoriales et à nos élus locaux

Pendant l'état d'urgence sanitaire et durant la gestion de la crise, le Groupe a soutenu les actions mises en œuvre par les collectivités territoriales et s'est attaché au maintien des services publics primordiaux, tels que La Poste, indispensables notamment dans les territoires ruraux. Nous n'oublions pas non plus le rôle déterminant des secrétaires de mairie, raison pour laquelle les Sénateurs du Groupe ont voté les différents textes en faveur de la revalorisation de leur statut, examinés au cours de l'année 2023.

Enfin, **le Groupe se mobilise auprès des élus face aux violences et aux intimidations dont ils font l'objet**. Au cours de l'année 2023, les Sénateurs du Groupe ont interpellé à plusieurs reprises le Gouvernement face à la gravité de ces actes et soutiennent toute mesure alourdissant les peines de ceux qui s'attaquent aux représentants des pouvoirs publics.
départements qui le souhaiteraient.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

2. FINANCES PUBLIQUES

L'économie française a été durement éprouvée par la crise sanitaire. La politique de soutien mise en œuvre, dans un contexte de taux d'intérêt nuls et dans une situation épidémique alarmante, a permis de sauver nos entreprises et nos emplois alors que l'économie mondiale freinait brutalement. En sortie de crise, la surchauffe de l'économie, aggravée par la guerre en Ukraine et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, a entraîné inflation et relèvement des taux d'intérêt. **Le "quoi qu'il en coûte", indispensable pendant la crise, n'est désormais plus tenable.**

Le niveau d'endettement du pays obère notre souveraineté nationale, compromet notre liberté d'action et engourdit la puissance publique

La situation budgétaire de la France, caractérisée par un taux d'endettement très élevé, autour de 110% du PIB, est alarmante. **C'est pourquoi nous plaidons pour une politique ambitieuse de désendettement afin de redonner à l'État les moyens de faire face aux défis du XXIe siècle**, au premier rang desquels l'accélération de la transition écologique et le maintien de la sécurité nationale. Cela impose de ramener, à moyen terme, les dépenses en-deçà des recettes publiques.

Bien que le désendettement public demeure notre priorité, **le Groupe a toujours su faire preuve de responsabilité et voter les mesures d'urgence lorsque la situation la commandait**. C'est dans cette logique que nous avons soutenu le Gouvernement, tant lors de la crise sociale des Gilets Jaunes que lors de la crise sanitaire et économique de la Covid-19, en votant les dispositifs exceptionnels soumis au Parlement. Il s'agissait pour le Groupe de défendre l'unité nationale pour préserver l'ordre républicain dans un moment de crise sans précédent. Ces mesures exceptionnelles ont malheureusement atténué les efforts déployés par le Gouvernement, au début du précédent quinquennat, pour maîtriser le déficit et l'endettement publics.

Les critères de Maastricht – déficit public inférieur à 3% du PIB, dette publique inférieure à 60% du PIB – paraissent hors d'atteinte à court terme. Pourtant, nous aurions tort de préférer remettre en question nos engagements européens plutôt que d'assainir nos finances publiques. **Le désendettement du pays doit être engagé par la réduction des dépenses publiques et la croissance économique plutôt que par l'augmentation des impôts**. En effet, malgré les réformes du Gouvernement lors du précédent quinquennat, la pression fiscale demeure trop élevée : avec des prélèvements obligatoires à hauteur de 45% du PIB, la France reste vice-championne du monde en la matière. Nous nous opposons à toute hausse d'impôts qui restreindrait le pouvoir d'achat des Français et la capacité d'investissement des entreprises.

C'est pourquoi la réduction des dépenses publiques semble l'option la plus raisonnable. Aujourd'hui, c'est l'État qui porte l'essentiel du déficit public. Et pour cause : c'est lui qui a assumé l'essentiel des mesures de sauvetage de l'économie. Cependant, indépendamment des nécessaires mesures prises au plus fort de la crise, **le déficit structurel n'a cessé de croître au cours des dernières années**. Il faut donc désormais diminuer les dépenses non conjoncturelles par la réforme de l'État. Le Groupe est attaché à un État fort dans ses missions régaliennes et soutient les augmentations prévues dans ces domaines, notamment l'armée, la police et la justice.

La transition énergétique constitue un défi majeur pour notre pays et pour l'Europe

Cet impératif ne doit toutefois pas nous affranchir de discipline budgétaire : nous voulons réduire à la fois la dette climatique et la dette publique. Nous proposons de passer au "mieux qu'il en coûte", en optimisant l'usage de tout euro public dépensé. Concrètement, il s'agit de privilégier les dépenses qui contribuent de façon efficace et efficiente à la transition écologique.

Le Groupe veille ainsi à ce que la fiscalité verte ne se matérialise pas que par des hausses d'impôts, surtout lorsque ces hausses d'impôts frappent d'abord les Français et les territoires les plus fragiles. La transition énergétique doit être perçue comme une opportunité pour tous, et non comme un fardeau inégalement réparti.

Le Groupe soutient la politique du Gouvernement consistant à diminuer le poids des prélèvements obligatoires tout en contenant les déficits publics : s'ils n'ont pas à ce stade permis de diminuer le taux d'endettement, notamment à cause de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine, ces efforts ont stimulé l'économie en dynamisant à la fois l'investissement et la consommation. Ainsi, nous avons soutenu le remplacement de l'ISF par l'IFI, l'instauration d'une *flat tax* sur les revenus du capital, l'alignement du taux d'impôt sur les sociétés sur la moyenne européenne ou encore l'allègement de l'impôt sur le revenu pour les plus modestes.

En tout état de cause, le Groupe reste guidé par le pragmatisme et se refuse à tout positionnement dogmatique

Ainsi, malgré les réserves de principe sur la suppression de la taxe d'habitation qui coupe le lien fiscal unissant le citoyen et les collectivités territoriales, nous ne nous sommes pas opposés à la réforme de la fiscalité locale engagée par le Gouvernement. De même, **la diminution des impôts de production est une mesure salutaire pour la réindustrialisation de nos territoires, mais qui a pour conséquence de priver les collectivités territoriales de ressources directes**. Le Groupe soutient ces réformes structurelles et veille à ce qu'elles ne se fassent pas aux dépens des collectivités et permettent au contraire leur autonomie financière.

Le Groupe défend les intérêts des territoires à chaque automne budgétaire

Les Sénateurs ont ainsi proposé des dispositifs visant à **favoriser l'activité économique dans les territoires, à augmenter l'autonomie financière des collectivités territoriales et à encourager l'engagement sociétal des entreprises**. Ainsi, ils se sont opposés à la mesure visant à restreindre le mécénat d'entreprise car nous considérons qu'il s'agit d'un dispositif tout à la fois utile pour soulager les dépenses des collectivités territoriales tout en impliquant les acteurs privés dans des actions d'intérêt général au niveau local. Dans cette même logique, **notre Groupe a obtenu, dans le cadre du *projet de loi de finances pour 2023*, l'ouverture du dispositif de mécénat aux dons consentis par les entreprises et les particuliers au bénéfice des communes forestières, afin d'augmenter les moyens dont elles disposent pour gérer durablement leur forêt**.

Antérieurement, **le Groupe avait porté une proposition ambitieuse pour mettre à profit la sur-épargne des Français accumulée pendant la crise sanitaire**. En effet, alors que les mesures sanitaires freinaient brutalement la consommation et que les dispositifs de soutien à l'économie préservaient les revenus, les particuliers ont massivement épargné. L' "épargne Covid" a été estimée en mars 2022 par la Banque de France à 175 milliards d'euros, alors que le Gouvernement déployait dans le même temps un plan de relance de 100 milliards d'euros, financés sur deniers publics par de la dette. Déposée par le Groupe, **la *proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux* permettrait tout à la fois de réduire l'endettement public, d'accélérer la transition écologique et de responsabiliser les acteurs locaux**. Cette manne exceptionnelle, qui résulte directement de la politique mise en place par le Gouvernement pour protéger les Français, doit désormais être mobilisée en faveur des ambitions réformatrices que nous nourrissons pour le pays : désendettement de l'État, réindustrialisation des territoires, décarbonation de l'économie, décentralisation des décisions.

Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème

3. AFFAIRES SOCIALES : SANTÉ ET TRAVAIL

En matière de santé et de politique sociale, le Groupe poursuit trois objectifs : **favoriser l'accès à la santé pour tous les Français**, notamment en luttant contre les déserts médicaux, **améliorer l'insertion professionnelle** et **protéger les plus vulnérables**.

Afin de renforcer l'accès à la santé, il faut améliorer le maillage territorial des professionnels de santé et leur bonne coordination, en favorisant les délégations de compétences

Le Groupe a soutenu les mesures de revalorisations salariales des personnels soignants, médico-sociaux et sociaux, lors de l'examen du *projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2022*. Dans la continuité d'un amendement adopté en 2019 prévoyant un stage dans les déserts médicaux pour les internes en dernière année de médecine, **plusieurs Sénateurs du Groupe ont déposé une proposition de loi en juin 2022 qui apporte des solutions d'urgence et de plus long terme pour favoriser l'équilibre de la démographie médicale dans nos territoires**.

Notre Groupe a souhaité proposer un texte visant à **offrir aux collectivités un outil supplémentaire** dans le cadre de la lutte contre les déserts médicaux. Cette proposition de loi a été débattue au Sénat et adoptée à l'Assemblée nationale par voie d'amendement dans la proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels.

Si les Sénateurs ont voté en faveur du remboursement de séances chez un psychologue agréé lors du *PLFSS pour 2022*, ils sont aussi sensibles à la crise que traverse le secteur de la psychiatrie, en particulier de la pédopsychiatrie. Aussi **le Groupe est favorable au développement d'équipes mobiles pour renforcer l'offre existante** qui se révèle insuffisante, en particulier dans les zones rurales.

À l'automne 2021, le Groupe a voté en faveur de la gratuité de l'accès à la contraception pour les femmes âgées de moins de 26 ans, tout en proposant d'étendre cette mesure aux jeunes hommes. Début 2023, le Groupe a également voté en faveur d'un texte venu conforter la liberté pour les femmes d'interrompre volontairement leur grossesse.

Pénurie de médicaments et de vaccins : une mission d'information lancée par le Groupe

Le rapport de cette mission, publié en novembre 2018, présente des recommandations claires pour **sécuriser l'accès des Français aux produits de santé en relocalisant une partie des chaînes de production sur notre territoire**. L'épidémie de Covid-19 a clairement montré les limites de notre souveraineté sanitaire et les risques inhérents à notre dépendance vis-à-vis des puissances étrangères telles que la Chine dans l'approvisionnement de notre pays en médicaments, vaccins et matériaux de production.

À plusieurs reprises, les Sénateurs du Groupe ont alerté le Gouvernement sur le renoncement aux soins, qui est un problème de santé publique majeur que nous devons prévenir, par exemple en développant la télémédecine, en limitant les pratiques de remboursement différencié des mutuelles et en encourageant les partages de compétences entre professionnels de santé, mesures que le Groupe défend régulièrement lors de l'examen annuel des comptes sociaux.

Favoriser le retour à l'emploi des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) : adoption d'une proposition de loi déposée par le Groupe

En matière d'insertion professionnelle, cette proposition de loi, adoptée au Sénat en avril 2021, autorise de façon expérimentale le cumul entre RSA et revenus du travail pendant 12 mois, durée ramenée à 6 mois en séance publique, contre 3 mois actuellement. L'objectif est de **sécuriser les reprises d'activité** et la stabilité des aides annexes pour aider les personnes en situation de précarité à retrouver une stabilité économique et financière.

Soutien au *projet de loi pour le plein emploi*

Lors de l'examen de ce texte en juillet 2023, notre Groupe a réaffirmé sa position en faveur de la valeur travail, tout en souhaitant tenir compte des contraintes qui peuvent freiner le retour vers l'emploi. Il soutient un meilleur accompagnement des personnes les plus éloignées du travail et un encadrement plus ferme des conditions d'attribution du RSA. Notre Groupe est également sensible à **donner plus de liberté aux communes et il a ainsi fait adopter un amendement visant à leur donner davantage de flexibilité** dans le cadre de leurs nouvelles compétences en matière de politique d'accueil du jeune enfant.

Sensible aux besoins particuliers de protection des personnes les plus vulnérables, le Groupe s'est mobilisé lors de l'examen du *projet de loi relatif à la protection des enfants* adopté en janvier 2022, en s'appuyant sur le rapport "À (h)auteur d'enfants" remis au Ministre le 16 novembre 2021, proposant notamment que chaque enfant de l'aide sociale à l'enfance puisse bénéficier annuellement d'un rendez-vous chez un psychologue, afin de prévenir et détecter les comportements à risque, notamment la prostitution.

Lors de débats sur les violences faites aux femmes, le Groupe a rappelé la **nécessité de renforcer la formation des professionnels pour mieux détecter et prendre en charge les femmes victimes de violences psychologiques, économiques et/ou physiques**, mais également la surveillance et la prise en charge des agresseurs pour éviter les récidives.

La protection des séniors et la prise en charge de la dépendance est un volet important de l'action du Groupe en matière de politique sociale

Lors de l'examen du *PLFSS pour 2022*, les Sénateurs du Groupe ont déposé un amendement, adopté par le Sénat, visant à ouvrir les Pôles d'activités et de soins adaptés des EHPAD aux personnes âgées à domicile souffrant de troubles cognitifs. Pour améliorer de façon effective la prise en charge des personnes âgées dépendantes et les conditions d'exercice des salariés, les Sénateurs du Groupe sont favorables à une augmentation importante de la masse salariale du personnel en EHPAD pour atteindre un niveau d'encadrement global de 0,7 à 0,8 soignant par résident. Le Groupe a poursuivi en ce sens en faisant adopter, lors de l'examen du *PLFSS pour 2023*, un amendement visant à **lancer une expérimentation pour l'accueil de jour dans les EHPAD des personnes non-résidentes** en les associant à plusieurs activités.

Le Groupe souhaite favoriser autant que possible le maintien à domicile, souhait partagé par une majorité des Français, à travers le développement du secteur de l'aide à domicile. Les Sénateurs saluent la création de la cinquième branche de l'assurance maladie, tout en plaidant pour un financement qui soit à la hauteur des besoins d'adaptation de notre société au vieillissement.

Lors de l'examen du *PLFSS pour 2019*, **les Sénateurs du Groupe ont déposé un amendement visant à assurer aux retraites situées sous le niveau médian une revalorisation à hauteur de l'inflation**. Ce filet de sécurité à l'égard des retraités les plus modestes a été repris par le Gouvernement lors du *PLFSS pour 2020*. Le Groupe a également soutenu la *proposition de loi relative à la revalorisation des retraites agricoles*, soulignant l'importance d'une application rapide de cette réforme indispensable à l'amélioration du niveau de vie des retraités agricoles, aujourd'hui plongés dans une situation de véritable misère sociale.

Assurer la pérennité de notre système de retraite

Conscient des réalités démographiques et budgétaires qui pèsent sur la pérennité de notre système de protection sociale et de retraite par répartition, notre Groupe a unanimement soutenu la réforme des retraites portée par le Gouvernement début 2023. Nos Sénateurs ont toutefois souhaité qu'il puisse être **adapté aux particularités et à la diversité des parcours professionnels et personnels** de nos concitoyens, en proposant ou en soutenant des amendements visant à une meilleure prise en compte de la maternité, des carrières longues, de la pénibilité, des aidants et de l'emploi des séniors. À titre d'exemple, notre Groupe a fait adopter un amendement en faveur de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels ainsi qu'un amendement visant à garantir le maintien des quatre trimestres alloués à l'éducation aux parents dont l'enfant est décédé avant ses quatre ans.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

⚖ 4. RÉGALIEN

Considérant que le développement est un moyen efficace de prévenir l'apparition de conflits dans des zones défavorisées, le Groupe a soutenu l'adoption de la *loi de programmation de l'aide française au développement (Loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021)*. Ce texte fixe les niveaux de dépense de notre pays en la matière et précise son pilotage, afin que l'action de la France ait une efficacité maximale.

Tout comme lors de l'adoption de la LPM de 2019, **le Groupe a soutenu en 2023 le renforcement indispensable du budget de la Défense.**

Le Groupe a condamné avec la plus grande fermeté l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022

La résolution du Président Malhuret "exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine" a été adoptée par le Sénat le 7 février 2023. Dans ce contexte de guerre, et après le Brexit, la France est désormais le principal pilier de la défense européenne : il est essentiel de veiller à l'entretien de nos forces. Les Sénateurs du Groupe ont notamment affirmé que l'OTAN n'est pas incompatible avec une défense européenne, bien au contraire : elles gagnent à travailler ensemble.

Le Groupe a continué de défendre auprès du Gouvernement un État fort dans ses missions régaliennes

Prenant acte de la nécessité d'actualiser la *loi de 1905 sur la laïcité*, les Sénateurs du Groupe ont soutenu le *projet de loi confortant le respect des principes de la République*, dit Séparatismes. Les Sénateurs du Groupe ont voté en faveur des mesures de lutte contre les influences étrangères ainsi que pour celles réaffirmant l'essentielle égalité entre les femmes et les hommes. La liberté religieuse doit être garantie, elle ne saurait toutefois conduire à mettre en péril les fondamentaux de notre Nation.

Le Groupe a soutenu l'adoption de la *loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*. Elle comportait diverses améliorations comme la suppression des réductions de peine automatiques, ou encore la limitation de la durée des enquêtes préliminaires, et le renforcement de sa confidentialité. Néanmoins le Groupe a manifesté son opposition aux dispositions qui ont entrainé l'affaiblissement du secret professionnel de l'avocat.

Attentif aux mouvements de la société, le Sénat a examiné plusieurs textes visant à préciser le régime de l'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental trouvant son origine dans la consommation de stupéfiants. **Ces textes ont été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe de rappeler leur position ferme et constante : la consommation volontaire de substances psychoactives ne doit pas exonérer un individu de sa responsabilité pénale.** Le régime de l'irresponsabilité pénale a toute sa place au sein de notre législation pénale mais il ne doit en aucun cas être instrumentalisé.

Les budgets dédiés à la Justice, à la sécurité intérieure et à l'action extérieure sont essentiels pour garantir l'efficacité des mesures prises par l'État. Le Groupe a ainsi voté en faveur de l'augmentation significative du budget de la Justice lors de l'examen de la *loi d'orientation et programmation du ministère de la justice 2023-2027*. 1 500 magistrats supplémentaires seront recrutés afin d'améliorer la rapidité du système judiciaire.

Pour garantir la sécurité de nos concitoyens et le maintien de l'ordre public, la police et la gendarmerie nationale doivent bénéficier des moyens, matériels et humains, leur permettant de faire face à leurs missions et à leur niveau de sollicitation. La persistance de la menace djihadiste, l'augmentation des actions radicales et la perspective des évènements sportifs que notre pays s'apprête à accueillir, commandent un renforcement significatif des moyens des forces de l'ordre. La survenance à l'été 2023 d'émeutes d'une particulière intensité, prenant notamment pour cible les maires, démontre la nécessité de veiller à ce que force reste à la loi.

Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème

5. AGRICULTURE

Durant l'examen de la *proposition de loi EGAlim*, le Groupe Les Indépendants a rappelé qu'il était absurde d'opposer agriculture et écologie

Les Sénateurs du Groupe ont également appelé à une meilleure valorisation du travail des agriculteurs. À cet égard, ils ont défendu des amendements visant à renforcer l'information des consommateurs. Le Groupe a tenté de favoriser les circuits courts, en s'appuyant notamment sur la restauration collective. Lors de l'étude de la *proposition de loi EGAlim 2*, conscients des lacunes et des limites de la loi précédente, les Sénateurs du Groupe ont encore plaidé en faveur d'une meilleure rémunération des agriculteurs et d'une stabilisation du système agro-alimentaire. Le niveau de vie de nos agriculteurs a été à nouveau appuyé par le Groupe au moment de la revalorisation des pensions de retraites agricoles.

En mars 2023, lors des discussions autour de la *proposition de loi tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*, aussi appelée "EGAlim 3", *Les Indépendants* se sont employés à trouver un équilibre dans l'objectif de produire enfin les bons effets. Ils ont mis en avant les problèmes conjoncturels et structurels que connait l'agriculture. Ils ont soutenu la nécessité d'un ruissellement concernant l'expérimentation du seuil de revente à perte ainsi que l'exclusion des grossistes du système des pénalités logistiques.

Les Indépendants ont partagé leur vision de l'agriculture : celle d'une activité essentielle au pays et capable de s'engager à plein pour l'économie et l'environnement

En proposant notamment de renforcer la lutte contre l'artificialisation des sols, tout en respectant les spécificités territoriales, et en plaidant pour une gestion stratégique de l'eau**. Travaillant en ce sens, les Sénateurs du Groupe ont fait adopter une proposition de loi donnant un cadre juridique à l'agrivoltaïsme, l'agriculture restant l'activité principale.** Ce texte a été incorporé au sein de la *loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables*.

Le Groupe a voté majoritairement en faveur de la dérogation concernant l'utilisation des néonicotinoïdes, prévue par le droit européen, en réclamant un encadrement strict, une évaluation annuelle et des moyens au service de la recherche et de l'innovation afin de trouver des alternatives efficaces aux produits phytopharmaceutiques nocifs pour la santé. Les Sénateurs ont salué l'annonce du nouveau plan Ecophyto 2030. Ils ont rappelé qu'avant d'interdire, il était nécessaire d'avoir des alternatives efficientes. Ils ont aussi demandé des efforts concernant l'accélération des délais d'obtention d'autorisation de mise sur le marché.

L'activité agricole est grandement fragilisée par le dérèglement climatique et les évènements extrêmes qu'il entraîne

Lors du *projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture*, le Groupe s'est positionné en faveur d'un système assurantiel solide, efficace et réactif. La France doit se doter d'outils de gestion des risques climatiques qui allient mutualisation, attractivité et qui s'adaptent aux diversités de l'agriculture française. *Les Indépendants* ont cependant rappelé que la gestion des risques doit contenir davantage de dimensions.

Notre Groupe s'est aussi emparé de la question du foncier agricole

Nos Sénateurs sont à l'origine d'un débat qui a eu lieu en février 2020 intitulé "Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?". Ce fut l'occasion de mettre en lumière les attentes des divers acteurs du monde agricole ainsi que les enjeux autour de ce sujet. Ceci a pu être utilisé dans le cadre de l'examen de la proposition de loi sur le foncier agricole où le Groupe a proposé une vision d'équilibre entre la liberté d'entreprendre et la mise à jour d'une régulation empêchant les excès observés dans les formes sociétaires.

Nos Sénateurs restent persuadés de la nécessité d'une grande loi agricole

Dans cette perspective, certains d'entre eux ont participé aux réflexions menées concernant le pacte-loi d'orientation agricole et seront fortement impliqués dans l'élaboration de ce nouvel outil législatif. Toujours dans ce contexte, le Groupe s'est montré force de propositions lors de l'examen de la *proposition de loi pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France*. Il a rappelé que l'agriculture était un espoir pour lutter contre le changement climatique, que la recherche et l'innovation étaient cruciales, et donc accompagnées d'investissements bien orientés venant à la fois des secteurs public et privé, et le danger des surtranspositions.

La préservation de l'environnement est l'une des priorités majeures du Groupe

Les dernières années ont été marquées par des événements climatiques extrêmes, ainsi que tout récemment par la guerre en Ukraine, qui ont eu un lourd impact sur notre filière agricole. **Le Groupe a eu l'occasion de rappeler le caractère essentiel de l'agriculture française, l'importance de préserver notre souveraineté alimentaire et la nécessité de mieux rémunérer nos agriculteurs.**

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

6. AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Le *projet de loi ELAN* a été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe d'affirmer la nécessité d'une libéralisation progressive du secteur du logement qui soit respectueuse des avancées sociales

Conscient du rôle fondamental du maire dans la réussite de l'aménagement du territoire, **notre Groupe a soutenu le maintien de l'avis conforme du maire comme préalable à tout transfert de compétence d'autorisation d'urbanisme**. Le logement étant aussi l'un des principaux pivots de la transition énergétique, où les enjeux économiques rejoignent les enjeux écologiques, *Les Indépendants* ont soutenu la lutte contre les passoires énergétiques.

Les Sénateurs du Groupe ont fortement soutenu l'adoption de la *proposition de loi contre l'occupation illicite des logements*. Les squats, trop souvent encouragés par certaines personnalités politiques, portent une atteinte intolérable au droit de propriété de nos concitoyens. **Les Sénateurs du Groupe ont voté un renforcement des sanctions pénales pesant sur les squatteurs, afin que les Français ne soient plus privés des fruits de leur travail.**

Notre Groupe a continué de défendre une position d'équilibre lors de l'examen du *projet de loi Énergie – Climat*

Le Parlement a été réintégré dans sa fonction directrice de la politique énergétique de la France, et **les Sénateurs ont plaidé en faveur d'un mix énergétique permettant de préserver l'environnement tout en diversifiant nos sources d'énergie**.

Tout en encourageant le développement des énergies renouvelables, les Sénateurs du Groupe ont rappelé la place indispensable du nucléaire dans le mix énergétique de la France. Ils se sont exprimés en faveur de sa prise en compte au sein de la taxonomie verte européenne, soulignant la nécessité de financements et d'investissements dans cette énergie. L'angle de la sûreté a également été abordé.

Au cours de l'élaboration de la *loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires*, **le Groupe a largement soutenu la suppression de l'objectif, à l'horizon 2035, de réduction de 50 % de la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique**. Il a demandé des investissements en direction de la maintenance et de la rénovation du parc nucléaire français ainsi que du développement du nucléaire nouvelle génération. La sureté, la sécurité et la formation professionnelle ont aussi été encouragées.

L'hydroélectricité, autre source d'énergie bas carbone importante pour le pays, fut l'objet d'échanges nourris. **La question des infrastructures est centrale et doit être prise en compte pour la défense de nos intérêts stratégiques, ce que les Sénateurs ont défendu**. C'est d'ailleurs le point de vue qui a prévalu lors de leur vote en faveur du prolongement de la concession du Rhône attribuée à la Compagnie nationale du Rhône (CNR). L'hydroélectricité a montré ses effets positifs sur l'économie, l'industrie et l'écologie.

La question de la précarité énergétique des ménages a été l'occasion pour le Groupe de souligner à nouveau que les impératifs économiques et écologiques sont compatibles : **pour lutter contre la précarité énergétique, il est nécessaire d'encourager la rénovation thermique des logements.**

Lors de son espace réservé, le Groupe a présenté une *proposition de loi visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt* qui a été par la suite adoptée via amendement dans le *projet de loi de finances pour 2023*. Elle prévoit les dons des personnes physiques et morales aux communes forestières, syndicats et groupements forestiers dans l'objectif d'une gestion durable des forêts communales.

Le Groupe défend une réindustrialisation passant par la décarbonation et la simplification du système d'implantations d'entreprises sur le territoire

Il soutient les initiatives en ce sens à l'image du *projet de loi relatif à l'industrie verte* (la réunion de la Commission mixte paritaire sur ce texte se déroulera sur la session parlementaire 2023-2024). *Les Indépendants* souhaitent des financements massifs en direction de la réindustrialisation du pays.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

♻ 7. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dès sa création, le Groupe *Les Indépendants* a marqué son attachement à la question environnementale en la traitant de manière transversale. **Pour les Sénateurs un aménagement du territoire répondant aux attentes des citoyens et respectant l'environnement passe par un dialogue efficace entre l'État et les territoires**.

Le Groupe défend l'idée d'une écologie libérale de progrès où les solutions résident dans l'innovation et les investissements bien dirigés

Les Sénateurs se sont positionnés très tôt pour faire de notre relance un outil de transition.

C'est dans cette optique que les Sénateurs ont abordé le *projet de loi "Climat et Résilience"* pour lequel ils ont eu la volonté d'apporter du réalisme afin qu'une application au sein des territoires soit possible. Le Groupe a travaillé à l'amélioration des dispositifs prévus pour lutter contre l'artificialisation des sols. Les Sénateurs ont souhaité trouver des équilibres plus fins prenant en compte les spécificités, les besoins et les efforts déjà fournis par les territoires dans ce domaine. Ainsi, ils se sont engagés fortement au cours de l'élaboration de la *loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux*. **Ce travail, initié par le Sénat, a été l'occasion de rappeler que l'objectif du zéro artificialisation nette (ZAN) des sols n'était pas remis en cause. Le but étant plutôt d'aider les élus locaux dans la mise en pratique de cet objectif**. Les Sénateurs ont défendu une harmonisation du ZAN avec les autres politiques publiques, notamment industrielle, ainsi que le fait qu'il n'oppose pas les territoires. Le Groupe reste très attentif à la mise en œuvre de cet objectif ainsi qu'à l'adoption du volet réglementaire.

Lors de la *Loi d'Orientation des Mobilités dite "LOM"*, le Groupe a apporté son soutien aux nouvelles mobilités

Les Sénateurs considèrent que l'intermodalité et la multimodalité sont des solutions intéressantes et ont encouragé le recours aux transports fluvial et maritime. Des regrets ont été émis sur le volet hydrogène manquant d'ambition. Ils ont rappelé que la réussite d'une mobilité durable et juste ne se ferait que grâce aux territoires et au respect de leurs spécificités. **Ainsi, le Groupe s'est positionné en faveur de financements et d'investissements mieux encadrés dans la loi, ce qui n'a malheureusement pas été entendu.**

Plus largement, sur les transports et leurs infrastructures, **le Groupe a encouragé le ferroviaire et une concurrence libre et loyale concernant le transport de voyageurs**. Les usagers ont été au centre des préoccupations du Groupe, qui a aussi fait adopter une *proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens*. Tout en ne remettant pas en cause ce droit à valeur constitutionnelle, le texte permet la continuité du service public, en améliorant notamment l'information des voyageurs, des institutions et des entreprises. Cette position a été une nouvelle fois tenue lors d'une QAG et des discussions sur la *proposition de loi relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic*.

La *loi relative à l'économie circulaire et contre le gaspillage* fut l'occasion pour les Sénateurs de relever l'urgence de la situation de la gestion des déchets

Ils ont mis en avant la responsabilité de tous les acteurs (État, collectivités, industriels et consommateurs) dans la lutte contre cette pollution. Ils ont soutenu le principe du pollueur-payeur et le régime de la responsabilité élargie du producteur dont ils souhaitent une application universelle. **Le Groupe a abordé les possibles difficultés de gestion de consignes pour les collectivités**, l'importance de mettre fin aux dépôts sauvages, le recyclage du plastique et la fin de son usage unique.

Lors de l'examen du *projet de loi Énergie – Climat*, les Sénateurs ont plaidé pour un bouquet énergétique décarboné où les énergies se complètent

Les Sénateurs ont encouragé le développement des énergies renouvelables tout en précisant les problématiques futures du nucléaire et les solutions envisagées. **Une attention particulière a été portée à l'hydrogène, que le Groupe regrette de ne pas voir mieux exploité**. Concernant le biogaz, un rappel a été fait sur l'importance de la filière agricole et son potentiel futur. D'autres sujets ont été portés : la fixation du budget carbone par la loi ; le rôle de nos territoires et de nos entreprises ; la fixation par le Parlement des objectifs et de la stratégie à venir pour la rénovation énergétique des bâtiments.

La place des élus locaux et la solidarité entre territoires est une des clefs de voûte de la vision du Groupe

Ceci a été rappelé à plusieurs reprises, notamment lors de la *proposition de loi concernant la réforme du régime de catastrophes naturelles*. **Le Groupe a réaffirmé l'importance de l'urgence climatique et les impacts multiples qui en découlent**. Les débats sur la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires a permis de défendre la nécessité d'une simplification, une relation plus forte entre État et collectivités et une autonomie des territoires.

La promotion d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, le respect des engagements de l'accord de Paris par la France, la lutte contre les passoires énergétiques sont autant de sujets dont le Groupe s'est saisi. La biodiversité et sa défense ont également été abordées avec un travail important lors de la création de l'Office français de la biodiversité. Il en a été de même concernant la mise en place de l'écotaxe au niveau de la Collectivité européenne d'Alsace avec un encadrement important sur les effets de bords concernant les territoires limitrophes. Les Sénateurs se sont également prononcés sur l'empreinte environnementale du numérique rappelant que le numérique était un atout dans la transition et vers la neutralité carbone, mais qu'il fallait développer sa sobriété.

Enfin, lors de l'élaboration de la *loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables*, le Groupe a pu faire un apport de taille en incluant sa proposition de loi construisant un cadre juridique à l'agrivoltaïsme qui avait été adoptée au Sénat quelques semaines avant. Les Indépendants ont soutenu le rôle essentiel des élus locaux et des collectivités territoriales dans le déploiement des EnR et plus largement dans la mise en œuvre de nos transitions. Ils ont particulièrement appuyé sur le raccordement ainsi que sur la problématique du stockage d'énergie. Ces deux sujets étant considérés par le Groupe comme cruciaux pour déployer les énergies bas-carbone dans le pays. Enfin, ils ont rappelé que les énergies renouvelables et le nucléaire devaient être appréhendés comme des forces complémentaires au sein du bouquet énergétique français.

Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème

8. UNION EUROPÉENNE

Le Groupe *Les Indépendants* place l'exigence d'Union européenne au centre de ses réflexions et de ses choix politiques

Le Groupe défend une France active dans une Union européenne dynamique, souveraine et puissante au service des citoyens.

Face à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, *Les Indépendants* prônent la solidarité et la souveraineté de l'UE. Ils condamnent fermement la guerre d'agression menée par la Russie et notamment les crimes de guerre. Ils ont apporté leur soutien à la construction de l'Europe de la santé et à une réflexion sur la politique extérieure. Durant la crise énergétique de l'hiver 2022-2023, le Groupe s'est déclaré en faveur du découplage du prix du gaz et de l'électricité. Alors que les craintes sur la compétitivité européenne se faisaient jour, *Les Indépendants* ont soutenu une réponse industrielle verte européenne forte à la *loi Inflation Reduction Act* américaine. L'utilisation de l'intelligence artificielle s'étant fortement accélérée, ils ont appelé de leurs vœux un « Pacte sur l'IA » protecteur.

Les négociations du cadre financier pluriannuel furent l'occasion de rappeler la position du Groupe

Avec un budget renforcé, notamment en l'endroit des nouvelles politiques européennes ; des politiques historiques suffisamment équipées ; un système de ressources propres effectif ; la suppression des rabais. Ces réflexions ont été approfondies lors des discussions autour du plan de relance. **Le Groupe, tout en soutenant l'emprunt commun, a rappelé que la gestion de la dette, la réduction des dépenses publiques et la responsabilité face aux contributions étaient indispensables**.

Le Brexit est un point de préoccupation régulier

Les efforts des négociateurs et le maintien de l'union et de la fermeté ont été salués. Depuis la signature de l'accord, le Groupe reste très attentif à sa bonne application. Les Sénateurs ne manquent pas de mettre en lumière les blocages autour de la pêche, des ports et transports, au sujet des vagues migratoires ou encore de l'application du protocole Nord irlandais et du nouvel accord de Windsor de 2023.

Le Groupe apporte son soutien aux nouveaux objectifs européens en matières environnementale et numérique

Au premier rang desquels l'ambition de neutralité carbone à l'horizon 2050, la nécessité de se doter d'un mécanisme carbone aux frontières de l'Union ou encore les évolutions prévues dans le DSA et le DMA. L'équilibre avec les politiques historiques est aussi au cœur des préoccupations. Ainsi, **les Sénateurs ont rappelé que la souveraineté agricole passait par une PAC solide**. À ce titre, ils ont demandé une révision de la stratégie Farm to Fork. Le Groupe continue de défendre la place du nucléaire dans la taxonomie verte européenne, le développement des énergies renouvelables et une réforme du marché intérieur de l'énergie. Un travail de réflexion a été effectué en direction de la jeunesse, notamment d'Erasmus + et de la lutte contre le cyberharcèlement. Le Groupe a aussi porté un rapport sur l'amélioration de la mobilisation des fonds européens. Il a souligné à plusieurs reprises son attachement à éviter les surtranspositions dans le droit national.

Lors des élections européennes de 2019, le Groupe a rappelé la nécessité de lutter contre la désinformation et d'avoir des dirigeants européens incarnant l'avenir. Les Sénateurs ont salué les nominations du Commissaire français et de la Présidente de la BCE.

Le Groupe a abordé d'autres sujets variés en gardant à l'esprit la vision d'une Europe unie, déterminée et indépendante

Les Sénateurs ont salué l'annonce d'une politique industrielle européenne en précisant rester attentifs à sa mise en œuvre et à la nécessité d'une révision des règles de concurrence. **Le Groupe a alerté sur l'importance d'une réponse claire et unique à l'endroit de la Chine, de la Turquie et de la Russie, et la nécessaire boussole stratégique**. Il a marqué son soutien à une politique et une industrie de la défense européennes, à un approfondissement de l'Union économique et monétaire, à l'extension du vote à la majorité qualifiée ainsi qu'à une refonte du processus d'adhésion à l'Union européenne. *Les Indépendants* ont évoqué le risque réel de fragmentation de l'UE, conséquence de l'impossibilité de trouver une réponse commune à la question migratoire en suggérant un équilibre entre responsabilité et solidarité. Ils restent attentifs aux prochaines étapes concernant le Pacte européen sur la migration et l'asile. Enfin, conscient de l'importance d'un tel temps fort, le Groupe *Les Indépendants* a soutenu la Présidence française du Conseil de l'Union européenne et souligné les avancées significatives qui en sont ressorties.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

9. CULTURE, ÉDUCATION, COMMUNICATION, SPORT

L'action du Groupe en matière culturelle s'inscrit dans la lignée politique de démocratisation culturelle initiée par André Malraux

En favorisant la diffusion des œuvres artistiques et l'accès à la création sur l'ensemble du territoire et parmi tous les publics, il s'agit non seulement de transmettre, mais aussi de renouveler un héritage qui nous rassemble, nous grandit et nous dépasse. En accord avec cette ligne, le Groupe avait déposé une *proposition de loi pour une philanthropie à la française*, visant à valoriser l'implication des entreprises en faveur des projets d'intérêt général, ainsi qu'un débat parlementaire sur le mécénat territorial au service des projets de proximité.

Les Sénateurs du Groupe ont soutenu la *proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine* dont l'application permettra de **protéger et valoriser le patrimoine remarquable local constitutif de la richesse et de l'identité culturelle de notre pays**. Lors de l'examen de la *proposition de loi portant création d'un Centre National de la Musique*, le Groupe a déposé un amendement visant à garantir la parité au sein du conseil professionnel du CNM.

Les Sénateurs ont également salué l'adoption en mai 2023 du *projet de loi visant à restituer des biens culturels spoliés suite aux persécutions antisémites* et invitent le Gouvernement à poursuivre les recherches de provenances des œuvres d'art des collections françaises. Les musées vont devoir se réinventer pour continuer à faire vivre en leurs murs les œuvres rendues aux familles, par exemple grâce à l'art numérique. Dans le même sens, les Sénateurs ont salué en juin 2023 l'adoption de la *proposition de loi relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques*.

La question du vivre ensemble comme élément central de l'action du Groupe en matière de politique éducative avec le lancement d'une mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyber-harcèlement

La remise du rapport de la mission d'information lancée par le Groupe a été suivie d'un débat dans l'hémicycle, afin de **mobiliser l'ensemble de la société contre ce fléau, en proposant notamment de faire de la lutte contre le harcèlement à l'école une grande cause nationale**. Au cours de l'année 2023, le Groupe a interpellé à plusieurs reprises le Gouvernement sur les résultats et les perspectives des mesures de prévention face au harcèlement scolaire, à l'occasion des Questions Au Gouvernement.

Un système éducatif performant, inclusif et réactif représente à la fois un puissant levier d'émancipation individuelle et de progrès social

L'action du Groupe s'inscrit dans la **volonté d'offrir à tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographique et sociale, des moyens d'apprentissage modernes et adaptés, de garantir à tous un accès au savoir dans les meilleures conditions possibles**, et cela tout au long de la vie, et d'encourager le développement d'une offre pédagogique en phase avec les besoins du marché du travail. Ainsi, en avril 2023, les Sénateurs du Groupe ont voté en faveur de la *proposition de loi pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité*, et salué l'accroissement de l'autonomie et de la capacité d'initiative données aux établissements scolaires dans ce texte.

Les Sénateurs ont par ailleurs voté en faveur de la *proposition de loi visant à créer la fonction de directeur d'école*, qui apporte du temps supplémentaire dans le cadre de leur décharge d'enseignement, renforce leur niveau de formation et instaure un cadre juridique clair destiné à faciliter et accompagner l'exercice de leur mission.

Dans le cadre de l'examen de la *proposition de loi sur l'encadrement du téléphone portable dans les écoles et les collèges*, en juillet 2018, les Sénateurs du Groupe avaient déposé des amendements visant à protéger l'exposition des enfants à la lumière bleue des écrans, repris au sein de la *proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans*.

Lors de l'examen du *projet de loi pour une école de la confiance*, au printemps 2019, le Groupe avait déposé un amendement, adopté par le Sénat, favorisant le bon déroulement des contrôles de l'instruction dispensée en famille. Les Sénateurs s'étaient opposés à la création des établissements publics des savoirs fondamentaux, regroupant écoles et collèges, dont l'adoption risquait d'accélérer la disparition des écoles en milieu rural.

Le Groupe s'est exprimé sur les problèmes d'orientation scolaire rencontrés par les élèves et étudiants. **Il importe en effet de redoubler d'efforts pour anticiper dès le collège la procédure d'orientation future des élèves dans l'enseignement supérieur et d'éviter les erreurs de parcours coûteuses pour l'étudiant, comme pour la société**. Pour ce faire, une nouvelle évaluation des formations a été proposée par le Sénat. Elle reposerait sur deux critères essentiels : le taux de réussite et le taux d'insertion professionnelle. À l'occasion d'un débat sur la réforme du baccalauréat, les Sénateurs ont souligné l'importance de développer la formation des élèves aux techniques oratoires. Enfin, lors d'un débat dédié au bilan de la plateforme d'orientation scolaire Parcoursup, le Groupe a appelé en novembre 2022 à mieux prendre en compte la fracture territoriale au sein de Parcoursup, afin qu'elle contribue davantage à la réduire.

Le Groupe a marqué son attachement à la démocratisation du net et à la protection des utilisateurs à l'égard des contenus et des pratiques illicites

En juillet 2018, les Sénateurs du Groupe ont défendu la *proposition de loi visant à lutter contre la manipulation de l'information en période électorale*, alors que le Sénat en a rejeté l'examen. **La régulation des plateformes diffusant des contenus illégaux est impérative pour préserver le fonctionnement de notre démocratie**. Lors de l'examen de la *proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse*, en janvier 2019, le Groupe avait déposé un amendement visant à aligner la durée de validité de ces droits sur la durée défendue par la France à Bruxelles.

Enfin, en avril 2021, le Président du Groupe a fait adopter un amendement au Sénat visant à rendre les plateformes responsables des contenus qu'elles diffusent sur le *projet de loi confortant le respect des principes de la République*.

L'engagement du Groupe en faveur du sport

Lors des discussions portant sur la *proposition de loi visant à démocratiser le sport en France*, le Groupe a proposé de nombreux amendements visant à encourager le sport-santé, en proposant d'**étendre les prescriptions de séances d'activités adaptées aux personnes âgées afin de prévenir et limiter la perte d'autonomie**, amendement repris par le Gouvernement. Les Sénateurs avaient proposé d'instaurer des tickets-sport dans les entreprises, sur le modèle des tickets-restaurant, l'objectif étant d'atteindre une pratique de 30 minutes d'activité physique par jour, pour tous les Français. **Les Sénateurs se sont également mobilisés à plusieurs reprises en faveur du renforcement de la protection des mineurs et de l'honorabilité dans le sport**. Par ailleurs, le Groupe est à l'origine d'une mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, dont les conclusions ont été publiées en septembre 2020.

En janvier 2023, les Sénateurs du Groupe se sont félicités de l'adoption du *projet de loi relatif aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*, saluant notamment le renforcement des sanctions concernant les intrusions dans les stades, qui doivent être des espaces de rassemblement et de célébration populaire.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

10. NUMÉRIQUE ET INNOVATION

Dans la continuité de leurs travaux sur l'Intelligence Artificielle (IA) menés en octobre 2017, les Sénateurs du Groupe n'ont pas cessé de prêter attention au domaine du numérique. **Ils ont ainsi encouragé le Gouvernement à soutenir la recherche publique et privée dans cette filière**. Ils estiment indispensable que l'Union européenne parvienne à développer ses propres outils : la France a de nombreuses ressources en la matière et devrait jouer un rôle moteur.

En ligne ou hors-ligne, la loi doit être la même

Le numérique est une technologie formidable mais il n'est pas question d'accepter qu'il crée des espaces hors la loi. **Les Sénateurs ont soutenu un renforcement des mesures de lutte contre la haine en ligne, en veillant à ce que les géants du numérique soient les acteurs de cette lutte.** Les Sénateurs du Groupe ont également soutenu l'adoption du *projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique*. Ce texte améliorera sensiblement la lutte contre les contenus pédocriminels et terroristes mais également contre les abus de positions dominantes.

Parce qu'ils se trouvent au carrefour de plusieurs activités, les influenceurs ont trop longtemps cru n'être soumis à aucune réglementation. Ils sont évidemment soumis à l'ensemble des réglementations de ces activités, et notamment celles qui encadrent la publicité. Les Sénateurs de notre Groupe ont soutenu l'adoption de la *loi du 9 juin 2023*, qui vise à clarifier leurs obligations et à organiser leur contrôle.

Le Groupe a toujours été attentif au respect des lois par les réseaux sociaux, il l'est d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un réseau soumis à un pouvoir autoritaire, dont les lois obligent une coopération entre les acteurs privés et les services de l'État. **Les conclusions de la commission d'enquête sur TikTok initiée par le Président Malhuret sont très claires : la plateforme chinoise manque à beaucoup de ses obligations et son inféodation à la dictature est inquiétante.** À défaut de résolution des problématiques identifiées avant 2024, **les Sénateurs de notre Groupe proposent de suspendre cette application.**

Bien que les internautes français et européens bénéficient de l'utilisation de ces outils, ils contribuent largement aux profits réalisés par les GAFAM. Les Sénateurs ont estimé qu'il convenait que ces sociétés paient des impôts à la hauteur des bénéfices qu'elles réalisent en France, et ont soutenu l'adoption de la taxe sur le numérique.

"Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France" : une mission d'information lancée par le Groupe

Quelle stratégie la France doit-elle adopter pour préserver et cultiver son vivier d'innovations ?
L'incapacité à produire un vaccin contre la Covid a constitué un traumatisme pour notre pays, qui craint de sombrer dans un décrochage scientifique irréversible. À cet égard, la France semble encore accuser un retard important vis-à-vis de ses voisins européens, qu'elle peine toujours à combler. Pourtant, la recherche française, et singulièrement la recherche fondamentale, continue de livrer d'excellentes nouvelles, comme en témoigne par exemple l'attribution des Prix Nobel, qui récompense régulièrement des chercheurs tricolores. Aussi, le diagnostic pessimiste est à préciser : plutôt qu'un décrochage scientifique, il s'agit plutôt d'une incapacité de la France à transformer l'essai de l'innovation.

Toutes les interventions du Groupe sur ce thème

Les textes et débats mis à l'ordre du jour du Sénat par le Groupe

Notre Groupe a été à l'initiative de la mise à l'ordre du jour du Sénat de plusieurs sujets, lors de débats ou d'examen de propositions de loi ou de propositions de résolution, notamment à l'occasion des espaces réservés de notre Groupe.

17 textes de notre Groupe examinés par le Sénat,

dont **13** **adoptés en séance publique**

10 **sujets de notre Groupe débattus en séance publique**

16 mars 2023 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

Renforcer les outils des collectivités pour lutter contre les déserts médicaux

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Dany Wattebled

Le 16 mars 2023, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités* déposée par le Sénateur Dany Wattebled. Après avoir été adopté en Commission des Affaires sociales, sur proposition du Rapporteur le Sénateur Daniel Chasseing, le texte n'a pas été adopté en séance.

Ce texte aurait permis de **rendre possible la mise à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des cabinets médicaux et des centres de santé situés dans un désert médical comme une solution temporaire pour soutenir les médecins désirant s'installer dans ces territoires**.

Dany Wattebled,
auteur de la proposition de loi

Daniel Chasseing,
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales

Jean-Pierre Decool,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

Protéger les locataires vivant dans un logement indécent

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Jean-Louis Lagourgue

Le 16 mars 2023, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi visant à mieux protéger les locataires bénéficiant d'une allocation de logement et vivant dans un habitat non-décent* déposée par le Sénateur Jean-Louis Lagourgue. Elle n'a pas été adoptée en séance.

Ce texte aurait permis d'**inciter plus fortement les bailleurs à mettre en conformité leurs logements en consignant les loyers jusqu'à la réalisation des travaux.** Il proposait la mise en place d'une expérimentation de ce dispositif à La Réunion jusqu'à fin 2026, permettant ainsi une application rapide et un recueil des données utiles au perfectionnement du dispositif.

Jean-Louis Lagourgue,
auteur de la proposition de loi

Colette Mélot,
oratrice de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

7 février 2023 | ***Une résolution inscrite à l'ordre du jour du Sénat dont notre Groupe est à l'initiative***

PROPOSITION DE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Pour un soutien plein et entier à l'Ukraine

une proposition de résolution à l'initiative du Président Claude Malhuret

Le 12 décembre 2022, le Président Claude Malhuret avait déposé, en application de l'article 34-1 de la Constitution, une *proposition de résolution invitant le Sénat à affirmer son soutien à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine*. Ce texte **avait été inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande du Président du Sénat Gérard Larcher**.

Parce que cette guerre est une violation inacceptable du droit international et des droits de l'Homme, qu'elle est une négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Gouvernement français et l'Union européenne doivent prendre toutes mesures en leur pouvoir pour faire cesser la souffrance des Ukrainiens. **Plusieurs Parlements se sont déjà saisis en votant des résolutions allant dans ce sens. Il est important que le Sénat fasse de même.**

Claude Malhuret,
auteur de la proposition de résolution

Jean-Pierre Grand,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

Pour rappel, le Sénat avait marqué sa solidarité avec l'Ukraine dès les premiers mois de l'invasion russe. **Une délégation de plusieurs parlementaires et personnalités, dont le Président Claude Malhuret, s'était rendue en Ukraine en avril 2022.**

20 octobre 2022 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Pour le développement de l'agrivoltaïsme

une proposition de loi à l'initiative des Sénateurs
Jean-Pierre Decool, Pierre-Jean Verzelen, Pierre Médevielle, Daniel Chasseing et Vanina Paoli-Gagin

Le 20 octobre 2022, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi en faveur du développement de l'agrivoltaïsme* déposée par plusieurs Sénateurs de notre Groupe. **Ce texte a été adopté en séance publique au Sénat.** Il visait notamment à **organiser de façon réaliste le développement nécessaire de l'agrivoltaïsme, son accompagnement et son encadrement.**

Notre Groupe a ensuite particulièrement salué la conservation, dans le *projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables*, de plusieurs dispositions défendues par les Sénateurs Jean-Pierre Decool et Franck Menonville, respectivement auteur de la proposition de loi et Rapporteur de la Commission des Affaires économiques, afin de reprendre la proposition de loi de notre Groupe au sein de ce projet de loi. **Les propositions de notre Groupe en faveur du développement de l'agrivoltaïsme sont donc désormais dans la loi.**

Jean-Pierre Decool,
auteur de la proposition de loi

Franck Menonville,
Rapporteur de la Commission des Affaires économiques

Pierre Médevielle,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

DISPOSITIONS ADOPTÉES PAR LE SÉNAT

Valoriser certaines des externalités positives de la forêt

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Vanina Paoli-Gagin

Le 20 octobre 2022, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt* déposée par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin. Elle visait notamment à **rendre possible les dons des personnes physiques et morales aux communes et aux syndicats intercommunaux de gestion forestière dans l'objectif d'une gestion durable de leurs forêts certifiées.**

Notre Groupe a ensuite salué la conservation dans le *projet de loi de finances pour 2023* des amendements proposés par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin reprenant les dispositions de sa proposition de loi. **Les propositions de notre Groupe en faveur d'une gestion durable des forêts sont donc désormais dans la loi.**

Vanina Paoli-Gagin,
auteur de la proposition de résolution

Emmanuel Capus,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

6 octobre 2022 | ***Un débat suite à la publication du rapport du Sénateur Vanina Paoli-Gagin***

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Innovation et pénurie de champions industriels

un débat à l'initiative du Sénateur Vanina Paoli-Gagin

Suite à la publication du rapport du Sénateur Vanina Paoli-Gagin *"Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France"*, fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 6 octobre 2022 pour **explorer les réponses à apporter afin de renforcer l'innovation dans notre pays.**

Vanina Paoli-Gagin,
auteur du rapport

Claude Malhuret,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

4 novembre 2021 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Mettre l'administration au service des usagers

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Dany Wattebled

Le 4 novembre 2021, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers* déposée par le Sénateur Dany Wattebled. **Ce texte a été adopté en séance publique au Sénat.** Il visait notamment à **redonner vigueur et effectivité au principe d'ordre législatif selon lequel le silence gardé par l'administration vaut acceptation (SVA) de la demande formulée par le citoyen** et ainsi à limiter les exceptions à ce principe selon lequel le silence vaut acceptation, c'est-à-dire diminuer le nombre de procédures selon lequel le silence vaut rejet.

Dany Wattebled,
auteur de la proposition de résolution

Pierre-Jean Verzelen,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE DÉFINITIVEMENT PAR LE SÉNAT

Présence parentale auprès d'un enfant malade

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Le 4 novembre 2021, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu* déposée par le Député Paul Christophe. **Elle a été adoptée dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale le 26 novembre 2020 et a ensuite été promulguée au Journal Officiel le 16 novembre 2021.** Ce texte visait notamment à **modifier le droit en vigueur concernant le nombre maximum de jours de Congé de Présence Parentale (CPP) et d'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP).**

Colette Mélot,
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales

Jean-Pierre Decool,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

7 octobre 2021 | ***Un débat suite à la publication du rapport de la Sénatrice Colette Mélot***

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Lutter contre le harcèlement scolaire

un débat à l'initiative de la Sénatrice Colette Mélot

Suite à la publication du rapport de la Sénatrice Colette Mélot *"Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter"*, fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 7 octobre 2021 pour **évoquer les recommandations concrètes de la mission d'information pour lutter contre le harcèlement scolaire, et son volet cyber.**

Colette Mélot,
auteur du rapport

Joël Guerriau,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

6 mai 2021 | ***Un débat à l'initiative de notre Groupe***

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion de la langue

un débat à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Jean-Pierre Decool
a présenté le sujet à la tribune du Sénat

Joël Guerriau,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

6 mai 2021 | ***Une résolution à l'ordre du jour dont le Sénateur Joël Guerriau est conjointement à l'initiative***

PROPOSITION DE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Associer Taïwan aux travaux des organisations internationales

une proposition de résolution à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau

Joël Guerriau,
auteur de la proposition de résolution

Colette Mélot,
oratrice de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

15 avril 2021 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Favoriser le retour à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA

une proposition de loi à l'initiative du Président Claude Malhuret

Le 15 avril 2021, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)* déposée par le Président Claude Malhuret. **Ce texte a été adopté en séance publique au Sénat.**

Le dispositif de cette proposition de loi permettrait aux allocataires du RSA de cumuler pendant neuf mois le RSA et les revenus d'une activité salariée dans une entreprise du Département participant à l'expérimentation ; le but étant de favoriser le retour à l'emploi durablement et de faire cohabiter le monde économique et social.

Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du *projet de loi pour le plein emploi* qui poursuit ce même objectif.

Claude Malhuret,
auteur de la proposition de loi

Daniel Chasseing,
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales

Colette Mélot,
oratrice de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

Orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Vanina Paoli-Gagin

Le 4 novembre 2021, le Sénat a examiné en séance publique la *proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux* déposée par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin. **Après le rejet en séance de l'article 1er, Vanina Paoli-Gagin a retiré la proposition de loi de l'ordre du jour du Sénat, considérant le texte comme « vidé de sa substance ».**

Il avait pour objectif de permettre aux territoires d'investir pour développer et moderniser les infrastructures de leur choix, notamment de stimuler le développement industriel et économique local tout en accélérant la transition écologique. **Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du *projet de loi relatif à l'industrie verte* qui poursuit ce même objectif.**

Vanina Paoli-Gagin,
auteur de la proposition de loi

Emmanuel Capus,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

19 novembre 2020 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

La forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux

un débat à l'initiative du Sénateur Franck Menonville

Notre Groupe avait choisi de mettre en lumière lors de ce débat la détresse de la forêt française confrontée à de multiples crises, et avec elle celle des élus locaux, acteurs de la gestion durable et territorialisée de la stratégie forestière française. Notre Groupe a ensuite poursuivi son travail sur ce sujet avec la proposition de loi du Sénateur Vanina Paoli-Gagin pour une gestion durable des forêts certifiées.

Franck Menonville
a présenté le sujet

Pierre-Jean Verzelen
a interrogé le Ministre

Daniel Chasseing
a conclu le débat

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Les contenus haineux sur Internet, en ligne/hors-ligne, la loi doit être la même

un débat à l'initiative du Président Claude Malhuret

Le Groupe a souhaité organiser ce débat afin de rappeler son attachement au respect, sur les réseaux sociaux, des lois qui précisent l'exercice de la liberté d'expression, et d'appeler à trouver des solutions qui responsabilisent les acteurs concernés, aussi bien les plateformes que les utilisateurs. Dans le même objectif, le Président Claude Malhuret avait fait adopter un amendement au Sénat visant à rendre responsables les plateformes des contenus qu'elles diffusent sur le *projet de loi confortant le respect des principes de la République.*

Claude Malhuret
a présenté le sujet

Vanina Paoli-Gagin
a interrogé le Ministre

Pierre-Jean Verzelen
a conclu le débat

Voir les interventions à la tribune du Sénat

6 février 2020 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Simplification et modernisation de la propagande électorale

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Emmanuel Capus

Emmanuel Capus,
auteur de la proposition de loi

Jean-Louis Lagourgue,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?

un débat à l'initiative du Sénateur Franck Menonville

Franck Menonville
a présenté le sujet

Jérôme Bignon
a interrogé le Ministre

Claude Malhuret
a conclu le débat

Voir les interventions à la tribune du Sénat

21 novembre 2019 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Réguler l'hyperfréquentation dans les sites patrimoniaux

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Emmanuel Capus

Jérôme Bignon,
auteur de la proposition de loi et Rapporteur de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable

Claude Malhuret,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions à la tribune du Sénat

Permettre à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Cette proposition de loi a été examinée par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées mais a finalement été retirée de l'ordre du jour de la séance publique du 21 novembre 2019 car ses dispositions ont été satisfaites.

9 mai 2019 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et communautaires

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Alain Marc

Alain Marc,
auteur de la proposition de loi

Dany Wattebled,
Rapporteur de la Commission des Lois

Jérôme Bignon,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Le mécénat territorial au service des projets de proximité

un débat à l'initiative de la Sénatrice Colette Mélot

Claude Malhuret
a présenté le sujet

Jérôme Bignon
a interrogé le Ministre

Colette Mélot
a conclu le débat

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

12 décembre 2018 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau

Joël Guerriau,
auteur de la proposition de loi

Alain Fouché,
Rapporteur de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable

Claude Malhuret,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?

un débat à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau

Joël Guerriau
a présenté le sujet

Jean-Pierre Decool
a interrogé le Ministre

Daniel Chasseing
a conclu le débat

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

13 juin 2018 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE DÉFINITIVEMENT PAR LE SÉNAT

Accès aux défibrillateurs cardiaques

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Daniel Chasseing,
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales

Jean-Pierre Decool,
orateur de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique

une proposition de loi à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Jean-Pierre Decool,
auteur de la proposition de loi

Dany Wattebled,
Rapporteur de la Commission des Lois

Alain Marc et **Alain Fouché,**
orateurs de notre Groupe lors de la discussion générale

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

25 octobre 2017 | ***Espace réservé de notre Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat***

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Intelligence artificielle, enjeux économiques et cadres légaux

un débat à l'initiative du Président Claude Malhuret et des Sénateurs du Groupe

Claude Malhuret
a présenté le sujet

Emmanuel Capus
a interrogé le Ministre

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

UN DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Participation dans l'entreprise, outil de croissance et perspective

un débat à l'initiative des Sénateurs Jean-Pierre Decool et Dany Wattebled

Jean-Pierre Decool et Dany Wattebled
ont présenté le sujet

Jean-Pierre Decool
a interrogé le Ministre

Voir les interventions
à la tribune du Sénat

Les droits de tirage de notre Groupe

Une commission d'enquête demandée par le Président Claude Malhuret sur l'utilisation du réseau social TikTok,

son exploitation des données et sa stratégie d'influence

Le 6 juillet 2023, le Président Claude Malhuret a présenté à la presse son rapport *"La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises"*, fait au nom de la Commission d'enquête.
À l'occasion de cette conférence de presse, le Président Claude Malhuret est revenu sur les différents enjeux que pose ce réseau social :

- Les liens de l'application avec la Chine d'un point de vue capitalistique, politique et technique ;
- L'opacité du réseau TikTok avec l'absence d'informations tangibles sur le traitement des données personnelles des utilisateurs ;
- La santé de nos jeunes car ils représentent la très grande majorité des utilisateurs et les constats de nombreux praticiens sont inquiétants sur l'impact de l'utilisation du réseau sur les enfants.

Pour rappel, cette Commission d'enquête a été créée au Sénat à l'initiative de notre Groupe, elle correspond à notre droit de tirage pour la session 2022 - 2023.

Plus d'informations
sur la commission d'enquête

Les autres missions d'information du Groupe

- **Excellence de la recherche/ innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française**

Rapport de **Vanina Paoli-Gagin**, Sénateur de l'Aube, présenté le 8 juin 2022, *"Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France"*

- **Harcèlement scolaire et cyberharcèlement**

Rapport de **Colette Mélot**, Sénatrice de Seine-et-Marne, présenté le 22 septembre 2021 : *"Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter"*

- **Fonctionnement et organisation des fédérations sportives**

Rapport de **Alain Fouché**, Sénateur de la Vienne, présenté le 8 septembre 2020 : *"Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives"*

- **Pénurie de médicaments et de vaccins**

Rapport de **Jean-Pierre Decool**, Sénateur du Nord, présenté le 27 septembre 2018 : *"Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament"*

Les rapports présentés par les Sénateurs du Groupe

39 RAPPORTS D'INFORMATION

Session 2022 - 2023

Les entreprises adaptées : des ambitions prometteuses mais des réformes encore inabouties, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

L'Égypte, porte d'entrée de la France dans les crises du Moyen-Orient, fait par **Jean-Pierre Grand** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Transformer les ressources humaines des armées : définir un modèle en cohérence avec nos ambitions stratégiques, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises, fait par **Claude Malhuret** au nom de la Commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données et sa stratégie d'influence, lancée à l'initiative de notre Groupe

Vieillir en Martinique : quelle politique pour faire face à l'accroissement des besoins ?, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires sociales

Bilan du financement de la loi orientation et réussite des étudiants (ORE), fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

L'exploitation des ressources spatiales : un défi technique, un enjeu stratégique, une opportunité économique, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Session 2021 - 2022

Les missions locales : plus que jamais indispensables à l'heure de la Covid-19, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

L'avenir du corps diplomatique, fait par **Jean-Pierre Grand** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Soutien de la politique de la défense, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Insécurité à Mayotte : conjurer le sentiment d'abandon des Mahorais, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois

Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité, fait par **Pierre Médevielle** au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Mission d'information intitulée "Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française", à l'initiative du Groupe

Session 2020 - 2021

Grand Paris Express : des coûts à maîtriser, un financement à consolider, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Allégations nutritionnelles et de santé : pour une application effective de la réglementation, fait par ***Pierre Médevielle*** *au nom de la Commission des Affaires européennes*

Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter, fait par **Colette Mélot** au nom de la Mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement, à l'initiative du Groupe

Optimisation de la gestion de l'immobiliser universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique, fait par **Pierre-Jean Verzelen** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Session 2019 - 2020

Les collectivités territoriales face au Covid-19, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives, fait par **Alain Fouché** au nom de la Mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, à l'initiative du Groupe

L'Inde, un partenaire stratégique, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union européenne, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin, fait par **Claude Malhuret** et ses collègues au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

L'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques : une politique d'inclusion culturelles, sociale et territoriale à conforter, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication

Plan de relance de la Commission des Affaires économiques Tome III : Agriculture et alimentation, fait par **Franck Menonville** au nom de la Commission des Affaires économiques

10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire : premiers constats - Analyse des décrets et ordonnances (justice, intérieur, collectivités territoriales, fonction publique), fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Mieux organiser la Nation en temps de crise, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Covid-19 : deuxième rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Session 2018 - 2019

Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019, fait par **Jérôme Bignon** au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques

L'inspection du travail : un modèle à renforcer, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires, fait par **Alain Fouché** au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Colombie : une paix fragile, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Session 2017 - 2018

Les maisons de l'emploi : renforcer leur gouvernance et pérenniser leur financement pour une politique territoriale de l'emploi vraiment efficace, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament, fait par **Jean-Pierre Decool** au nom de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins, à l'initiative du Groupe

Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ?, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires européennes

Plus d'informations sur les rapports d'informations présentés par les Sénateurs du Groupe

47 RAPPORTS LÉGISLATIFS

Session 2022 - 2023

Proposition de loi relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi visant à permettre une gestion différenciée de la compétence "Eau et Assainissement", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix et de réconciliation entamée par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi en faveur du développement de l'agrivoltaïsme, fait par **Franck Menonville** au nom de la Commission des Affaires économiques, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2023

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde", fait par **Jean-Pierre Grand** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Défense : soutien de la politique de défense", fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2022

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Session 2021 - 2022

Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessité un accompagnement soutenu, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2022

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2021

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Session 2020 - 2021

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Sur le projet de loi de finances pour 2021

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense", fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2020

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur", fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Session 2019 - 2020

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler "l'hyper-fréquentation" dans les sites naturels et culturels patrimoniaux, fait par **Jérôme Bignon** au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européene et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, et la République d'Arménie, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2020

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense", fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Session 2018 - 2019

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens, fait par **Alain Fouché** au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2019

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense", fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Session 2017 - 2018

Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information du public à l'élaboration de décisions ayant une incidence sur l'environnement, fait par **Alain Fouché** au nom de la Commission de l'Aménagement du territoire et du développement durable, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n°184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2018

Mission "Travail et emploi", fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense", fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire", fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Plus d'informations sur les rapports législatifs présentés par les Sénateurs du Groupe

RENCONTRES

Plusieurs personnalités du monde politique et médiatique sont venues échanger avec les Sénateurs du Groupe lors de moments privilégiés.

- **Olivier Dussopt,** ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, le 20 juin 2023
- **Jean-Noël Barrot,** ministre de la Transition numérique et des Télécommunications, le 16 mai 2023
- **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et **Roland Lescure**, ministre délégué chargé de l'Industrie, le 3 mai 2023
- **Jérôme Jaffré**, politologue, directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP), et **Thomas Gomart**, directeur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), le 3octobre 2022
- **Christophe Béchu**, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le 13 juillet 2022
- **Alain Griset**, ministre délégué chargé des Petites et des Moyennes entreprises, le 19 octobre 2021
- **Jacqueline Gourault,** ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités, le 8 juin 2021
- **Barbara Pompili,** ministre de la Transition énergétique, le 25 mai 2021
- **Olivia Grégoire,** secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, le 18 mai 2021
- **Franck Riester,** ministre délégué chargé du Commerce extérieur, le 4 mai 2021
- **Olivier Dussopt,** ministre délégué chargé des Comptes publics, le 7 novembre 2020
- **Cédric O**, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique, le 19 mai 2020
- **Nicolas Beytout**, journaliste et fondateur de l'Opinion, le 4 décembre 2019
- **Brune Poirson**, secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, le 16 juillet 2019
- **Olivier Dussopt**, secrétaire d'État chargé des comptes publics, le 11 juin 2019
- **Agnès Buzyn**, ministre des Solidarités et de la Santé, le 14 mai 2019
- **Elisabeth Borne**, alors ministre déléguée chargée des Transports, le 29 janvier 2019
- **Xavier Bertrand**, président de la Région Hauts-de-France, le 6 juin 2018
- **Florence Parly**, ministre des Armées, le 15 mai 2018
- **Gérard Larcher**, Président du Sénat, en avril 2018
- **Jean-Paul Delevoye**, Haut-commissaire à la réforme des retraites, en avril 2018
- **Didier Maus**, élu local, conseiller d'État et spécialiste du droit constitutionnel, en février 2018
- **Édouard Philippe**, Premier Ministre, en janvier 2018
- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, en novembre 2017

Nos Sénateurs 2017 - 2020

Michel Amiel

Ancien Sénateur des Bouches-du-Rhône
Membre du Groupe de mai à septembre 2020

- Membre de la Commission des Affaires sociales
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Jérôme Bignon

Ancien Sénateur de la Somme
Membre du Groupe d'octobre 2017 à septembre 2020

- Membre de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Alain Fouché

Ancien Sénateur de la Vienne
Membre du Groupe d'octobre 2017 à septembre 2020

- Membre de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable
- Membre de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Robert Laufoaulu

Ancien Sénateur des Iles Wallis et Futuna
Membre du Groupe de décembre 2018 à septembre 2020

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Outre-Mer

Retrouvez toute l'actualité
du Groupe sur le site internet

LES INDÉPENDANTS
RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES
GROUPE POLITIQUE - SÉNAT

CONTACT

Xavier Fournier - Secrétaire général du Groupe
x.fournier@independants.senat.fr

Dominique Lagrange - Cheffe de cabinet du Président Claude Malhuret
c.malhuret@senat.fr

Clarisse Buchot - Chargée de communication
c.buchot@independants.senat.fr
communication@independants.senat.fr

Site Internet : www.independants-senat.fr

Page Facebook : Les Indépendants - République et Territoires
www.facebook.com/LesIndependantsSenat

Compte Twitter : Indep_Senat
www.twitter.com/Indep_Senat